

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 ROUEN

ROUEN, le 04/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EQIOM ex. ORSIMA

49 avenue Georges Pompidou
92593 Levallois-Perret

Références : UDRD.2023.11.R.51
Code AIOT : 0005803594

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/11/2023 dans l'établissement EQIOM (ex. ORSIMA) implanté Boulevard Maritime 76530 Grand-Couronne. L'inspection a été annoncée le 19/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection avait pour objectif de vérifier les conditions de rejet des installations telles que prévues dans le cadre de l'action nationale 2023 portant sur les rejets atmosphériques. Compte tenu que le site n'effectue plus de production de ciment depuis septembre 2021, l'inspection a vérifié les conditions de sécurité du site dans l'attente d'une reprise de l'activité. Les utilités (eau, électricités, gaz, climatiseur ,etc.) des installations sont maintenues en fonctionnement afin de faciliter le redémarrage des installations.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EQIOM (ex. ORSIMA)
- Boulevard Maritime 76530 Grand-Couronne
- Code AIOT : 0005803594
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site EQIOM est autorisé à exploiter une installation de broyage de laitier et de clinker, et une installation de mélange de produits semi-finis pour fabriquer des ciments distribués en vrac.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- vérification des dispositions relatives aux conditions de rejet atmosphériques (telles que prévues par l'action nationale 2023 portant sur les rejets atmosphériques canalisés)
- vérification des contrôles périodiques des installations (sécurité incendie, fluide frigorigène)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Il faut retenir que le site ne produit plus de ciment depuis le 1er septembre 2021. Il s'agit d'un choix stratégique effectué par le groupe EQIOM en raison d'une part de la baisse de la demande en ciment par le secteur du bâtiment et d'autre part au fait que la cimenterie de Lumbres (62) suffit à alimenter le secteur géographique. Des projets de développement sont en cours d'étude et le groupe espère redémarrer l'activité du site de Grand Couronne dans les années à venir. Dans l'attente, l'inspection a constaté que le gardiennage du site est assuré ainsi qu'une présence humaine réduite au minimum dans les bureaux. Du fait de l'absence de personnel d'exploitation, l'entretien global du site est insuffisant. Il appartient à l'exploitant d'y remédier rapidement et sous le délai indiqué pour garantir le bon état du site. Les actions minimales suivantes sont à mener :

- curage des caniveaux, fossés, bassins de rétention, séparateur débourbeur (délai : 3 mois) ;
- remplacement du panneau d'affichage identifiant la vanne d'isolement des eaux du site (délai : 3 mois) ;
- réalisation du contrôle périodique des installations électriques (1 mois) ;
- réalisation des contrôles réglementaires des équipements de lutte contre l'incendie et des trappes de désenfumage (délai 1 mois) ;
- entretien du merlon de terres polluées pour la remise en état du confinement (délai :1 mois).

Par ailleurs, il est rappelé au travers du présent rapport que le fait d'interrompre pendant 3 années consécutives le fonctionnement des activités de broyage et de mélange entraînerait une caducité automatique de l'arrêté préfectoral d'autorisation. L'échéance de caducité est donc au 1^{er} septembre 2024. Pour faire perdurer le bénéfice de l'autorisation préfectorale, le fonctionnement des installations devra être constaté par huissier avant cette date. Le cas échéant, les formalités de cessation définitive des activités seront à mettre en œuvre.(Cf. le II de l'article R512-74 du code de l'environnement). **L'inspection vous demande de confirmer la date de l'arrêt de la production du site.**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	changement d'exploitant	Arrêté Préfectoral du 30/07/2008, article 1.6.5	/	Sans objet
5	entretien du réseau pluvial	Arrêté Préfectoral du 30/07/2008, article 4.2.3	/	Sans objet
8	contrôle	Arrêté Préfectoral	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	périodique des installations électriques	du 30/07/2008, article 7.2.3		
11	entretien des moyens d'intervention incendie	Arrêté Préfectoral du 30/07/2008, article 7.5.2	/	Sans objet
12	merlon de terres polluées	Arrêté Préfectoral du 30/07/2008, article chapitre 8.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	nature des installations	Arrêté Préfectoral du 30/07/2008, article 1.2.1	/	Sans objet
3	surveillance environnementale	Arrêté Préfectoral du 30/07/2008, article 3.1.8	/	Sans objet
4	conditions de rejets	Arrêté Préfectoral du 30/07/2008, article 3.2	/	Sans objet
6	vanne d'isolement	Arrêté Préfectoral du 30/07/2008, article 4.2.4.1	/	Sans objet
7	rejet des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 30/07/2008, article 4.3.12	/	Sans objet
9	protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 30/07/2008, article 7.2.4	/	Sans objet
10	vérification périodiques	Arrêté Préfectoral du 30/07/2008, article 7.3.2	/	Sans objet
13	arrêt de fonctionnement	Code de l'environnement du 01/03/2017, article R.512-74 - II	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection demande que l'exploitant soit plus vigilant sur le respect des périodicités des contrôles périodiques des installations (électriques, défense incendie, etc,) et procède au maintien en bon état du merlon de terres contenant des terres polluées radioactives (provenant d'une exploitation de phosphogypse historique du site) et des réseaux d'eau pluviale.

L'inspection recommande à l'exploitant de faire connaître à l'inspection dès que possible les conditions de redémarrage du site et des mesures qui seront prises notamment en termes de prévention des risques accidentels et chroniques (procédures de démarrage, remise en service de l'opacimètre, des filtres à manche et de la surveillance des retombées atmosphériques dans l'environnement).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : changement d'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2008, article 1.6.5
Thème(s) : Situation administrative, changement d'exploitant
Prescription contrôlée : Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitant. Cette déclaration doit mentionner s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénom et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse du siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration.
Constats : Le site a changé d'exploitant au cours du second semestre 2015. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le récépissé de déclaration de changement d'exploitant. Compte tenu que les documents sont centralisés sur le site de la cimenterie de Lumbres (62), l'inspection demande que ce document soit transmis à l'inspection sous 15 jours à compter de la notification du présent rapport d'inspection. A défaut il sera proposé au préfet de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation administrative.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : nature des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2008, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, rubriques de la nomenclature
Prescription contrôlée : rubrique 2915-1 : broyage (...) de produits minéraux - classement régime autorisation pour 2 broyeurs d'une puissance unitaire de 4500 kW. rubrique 2520 : cimenterie - classement régime autorisation - production journalière maximale de 5 000 tonnes de produits finis et de ciments.
Constats : Le site ne dispose que d'un seul broyeur mis en place. Concernant la rubrique 2520 relative à la fabrication de ciment. Le site ne disposant pas de four de clinker, il n'est pas soumis à la rubrique 3310 (créée par le décret 2013-375) relative aux cimenteries et aux textes y afférant. A l'occasion d'une modification des prescriptions du site, la mise à jour du tableau de nomenclature fixé à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2008 sera proposée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : surveillance environnementale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2008, article 3.1.8
Thème(s) : Risques chroniques, surveillance des retombées de poussières
Prescription contrôlée : Afin d'assurer la surveillance des effets dans l'environnement des émissions de poussières, l'exploitant doit remettre à l'inspection des installations classées, dans un délai de 6 mois après la mise en service des installations, une étude précisant les modalités de cette surveillance (nature et emplacement du capteur, nature et taille des particules à mesurer tenant compte des émissions liées aux activités des établissements industriels voisins et au trafic routier). L'acquisition et la mise en place de ce capteur est à la charge de l'exploitant. L'exploitation des résultats et la maintenance du capteur sera assurée de façon privilégiée par le réseau de surveillance de la qualité de l'air local en Haute-Normandie (association Air Normand).
Constats : L'exploitant ne dispose pas de stratégie de surveillance des retombées en poussières du site. Aucun prélèvement pour analyse n'a pu être présenté par l'exploitant. Compte tenu que l'installation ne produit pas de ciment depuis le 1 ^{er} septembre 2021, l'inspection ne propose pas de mise en demeure pour cette non-conformité réglementaire. Préalablement à tout redémarrage, il est rappelé la nécessité de remettre à l'inspection des installations classées une stratégie de surveillance des retombées atmosphériques selon les préconisations du guide Ineris "Surveillance dans l'air autour des installations classées" publié en janvier 2022, et de mettre en œuvre cette surveillance dès le 1 ^{er} redémarrage de l'installation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : conditions de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2008, article 3.2
Thème(s) : Risques chroniques, conditions de rejet atmosphérique
Prescription contrôlée : ARTICLE 3.2.1, DISPOSITIONS GENERALES Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite, sauf lorsqu'elle est nécessaire pour refroidir les effluents en vue de leur traitement avant rejet (protection des filtres à manches.....). Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur. Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs. Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions de la norme NF 44-052 et EN 13284-1 sont respectées. [...] Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspecteur des installations classées. ARTICLE 3.2.2. CONDUITS ET INSTALLATIONS RACCORDEES conduit 1 : broyeur / sécheur n° 1, filtre à manche 1 - combustible Gaz naturel. obs: Les gaz de combustion sont mélangés aux poussières du et filtre à manche n° 1. conduit 2 : broyeur , filtre à manche 2 - Seules les poussières du broyeur sont filtrées avant rejet à la manche n° 2 cheminée.
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté l'absence de production sur site, aucun rejet, donc pas de mesure en continu des émissions. L'exploitant déclare l'absence de production depuis le 1 ^{er} septembre 2021. Sur site il a été constaté l'existence d'une cheminée, présentant une longueur droite suffisante pour permettre une bonne diffusion des émissions. Au niveau du 2eme tiers de la hauteur de la cheminée, une plateforme accessible par une échelle permet la mise en place d'un contrôle atmosphérique. Sur la supervision il a été constaté que les équipements sont consignés. L'exploitant a précisé que les filtres à manches ont été démontés, ainsi que l'opacimètre. Ces équipements ne sont donc plus maintenus et devront être remis en place selon les normes en vigueur et les procédures de vérification (procédures QAL) réalisées pour l'opacimètre en cas de redémarrage des installations. Considérant que le site ne dispose que d'un broyeur, une seule cheminée est existante sur le site. Le second conduit correspondant à une seconde ligne de production qui n'a jamais été mise en place, il n'existe donc pas.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : entretien du réseau pluvial

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2008, article 4.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, entretien
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur. Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses, hors canalisation de gaz enterrée, à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.
Constats : Depuis la mise en arrêt du site, l'entretien est réduit. L'inspection a constaté que le site présente un défaut d'entretien des réseaux pluviaux. Les caniveaux se bouchent, la végétation (arbustes type arbre à papillons) pousse sur l'ensemble du site. Il est demandé que l'exploitant procède, sous un délai inférieur à 3 mois à compter de la date de réception du présent rapport, au curage des caniveaux, fossés, bassins de rétention, séparateur débourbeur. Il a également été constaté que la gouttière supérieure de l'atelier était remplie de mousses et que la végétation commençait à pousser. Les canalisations de collecte des eaux pluviales sont également à entretenir sous le même délai.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : vanne d'isolement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2008, article 4.2.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, vanne d'isolement
Prescription contrôlée : Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : L'inspection a constaté que le site disposait bien d'une vanne d'isolement des eaux avant rejet vers le réseau du port de Rouen puis en Seine. L'affichage est effacé. Le bassin des eaux est vide d'eau. La vanne est donc en position ouverte. Une canne de manoeuvre est disponible à proximité. Le fonctionnement de la vanne n'a pas été testé lors de l'inspection, néanmoins au regard de l'absence de production depuis le 1 ^{er} septembre 2021, il est préconisé qu'un test de manoeuvrabilité soit réalisé ainsi que la remise en état si nécessaire, avant toute remise en service des installations du site. Le panneau d'affichage identifiant la vanne d'isolement, indique le sens de rotation de la vanne manuelle doit, sous un délai inférieur à 3 mois, également être remplacé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : rejet des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2008, article 4.3.12
Thème(s) : Risques chroniques, VLE eaux pluviales
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies : Référence du rejet vers le milieu récepteur : MEST : 100 mg/l DCO : 300 mg/l DBO5 : 100 mg/l HC totaux : 10 mg/l
Constats : Le dernier rapport de contrôle des eaux pluviales date du 8 septembre 2022. Les résultats sont conformes à l'arrêté préfectoral. (MEST : 16 mg/l, DCO : 56 mg/l, DBO5 < 3 mg/l, HC totaux < limite de détection) L'exploitant a informé que le prochain contrôle est prévu le 30 novembre prochain
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : contrôle périodique des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2008, article 7.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, installations électriques
Prescription contrôlée : Les installations électriques et d'éclairage doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation et aux normes en vigueur. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : L'exploitant a présenté le registre de sécurité du site. Les installations électriques ont été contrôlées le 28 octobre 2022. La périodicité annuelle étant échue, l'inspection demande que le contrôle annuel des installations électrique soit réalisé sous un délai inférieur à 1 mois ou avant tout redémarrage des installations. Les équipements en fonctionnement uniquement lors des opérations de broyage pourront être testés durant la phase de redémarrage.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2008, article 7.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, protection contre la foudre
Prescription contrôlée : Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application des textes réglementaires et normes en vigueur. (...) L'état des dispositifs de protection contre la foudre est vérifié au moins une fois tous les 5 ans suivant les dispositions des textes en vigueur.
Constats : Le dernier contrôle des parafoudres a été effectué le 6 octobre 2021. Le prochain contrôle doit être effectué en 2026.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : vérifications périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2008, article 7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, contrôles périodiques
Prescription contrôlée : Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mises en œuvre ou entreposées des substances et préparations dangereuses, ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. (...)
Constats : L'exploitant a fait réaliser une vérification du système de détection de fuite de gaz le 7 juillet 2023. De même la climatisation de la salle des variateurs fait l'objet d'une vérification trimestrielle conformément aux exigences du règlement européen 517/2014 (dit F Gas). Cette installation comprend 2 circuits de réfrigération contenant 180 kg chacun de R407C dont le pouvoir réchauffant est de 1770, la capacité équivalente est de 640 t de CO ₂ . L'inspection demande que le rapport de contrôle d'étanchéité soit transmis à l'inspection des installations classées. L'article R543-82 du code de l'environnement impose au détenteur de l'équipement de détenir l'original de la fiche d'intervention renseignée par l'opérateur attesté (SOVIMEF dans le cas présent).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : entretien des moyens d'intervention incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2008, article 7.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, entretien des moyens d'intervention
Prescription contrôlée : Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : L'inspection a constaté via la consultation du registre sécurité que les moyens de défense contre l'incendie n'ont pas fait l'objet de vérification périodique en 2023. 101 extincteurs et 4 poteaux incendie ont été contrôlés le 23 février 2022. Les trappes de désenfumage ont été contrôlées le 8 novembre 2022. L'exploitant s'est engagé à faire faire ces contrôles dans les meilleurs délais. L'inspection demande que l'exploitant réalise les contrôles réglementaires des équipements de lutte contre l'incendie et des trappes de désenfumage sous un délai inférieur à un mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : merlon de terres polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2008, article chapitre 8.1
Thème(s) : Risques chroniques, merlon de terres polluées
Prescription contrôlée : ARTICLE 8.1.1. REALISATION DES TRAVAUX D'IMPLANTATION Les travaux sont réalisés conformément au dossier de demande d'autorisation et notamment au vu du diagnostic initial de l'état de sol contenu dans le dossier de demande de la société Holcim et mettant en évidence une pollution imputable aux activités de la Société Chimique Grande Paroisse (SCGP). Lors des aménagements nécessitant des excavations dans la zone de l'ancien atelier d'acide phosphorique de la Société Chimique Grande Paroisse (16 200 sur 70 000 m ²), un contrôle radiologique des terres présentes sous la couche de remblais est effectué (conformément aux préconisations du rapport IRSN DEI/SIAR n° 04/0255 de mai 2004) ; les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées. Toutes nouvelles pollutions mises en évidence lors du chantier d'implantation de l'établissement (c'est-à-dire non révélée par le diagnostic initial de la SCGP) doit être signalée au préfet et à l'inspection des installations classées. Si la découverte de nouvelles pollutions induit un scénario d'exposition résiduelle des futurs salariés de l'établissement, la puissance publique prendra les mesures appropriées par arrêté préfectoral complémentaire vis-à-vis du responsable de ladite pollution.

ARTICLE 8.1.2. DIAGNOSTIC D'IMPACT RESIDUEL

À la fin des travaux d'aménagement du site visés à l'article 8.1.1, les zones de pollutions identifiées lors du diagnostic initial avec un risque de lixiviation seront recouvertes par une dalle béton, par une voirie ou toute autre solution d'efficacité équivalente. Les déchets excavés à cette occasion pourront être évacués en filière appropriée. Les autres zones de pollution identifiées lors du diagnostic initial sans risque de lixiviation seront recouvertes d'une couche de terre végétale afin d'éviter tout contact direct.

Constats :

Les études demandées ont été transmises à l'inspection des installations classées par l'exploitant HOLCIM.

Les terres excavées, contenant une radioactivité résiduelle ont été placées sous merlon.

Lors de l'inspection il a été constaté que le merlon et ses abords sont envahis de végétation (Cf. annexe 1 confidentielle – planche photographique). L'existence de végétaux induit un développement racinaire qui nuit au confinement des terres.

Il est demandé à l'exploitant de procéder à l'entretien de ce merlon, de la remise en état du confinement tout en prenant, le cas échéant, les dispositions nécessaires vis-à-vis de l'exposition radiologique potentielle pour les intervenants.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : arrêt de fonctionnement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/03/2017, article R.512-74 - II

Thème(s) : Situation administrative, caducité de l'autorisation

Prescription contrôlée :

II.-Sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'arrêté d'autorisation, l'arrêté d'enregistrement ou la déclaration cesse de produire effet lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives.

Constats :

Les installations du site sont arrêtées depuis septembre 2021.

L'exploitant a remis le dernier état des stocks établi au 1er septembre 2021 qui comprend les dernières expéditions réalisées en août 2021. Les silos de stockage de ciment ont été vidangés exceptés pour la fraction qui a colmaté sur les parois.

Il n'y a pas de clinker ni de laitier stocké sur le site.

Aucune activité de broyage de laitier ou de clinker n'a été réalisée depuis 1er septembre 2021. Seuls des tests de démarrage électriques des moteurs des installations sont effectués mensuellement.

L'installation est en attente d'un redémarrage d'activité.

L'inspection rappelle qu'en application du II de l'article R512-74, l'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'exploitation a été interrompue 3 années consécutives. Il appartient donc à l'exploitant de remettre l'installation en fonctionnement avant le 1^{er} septembre 2024. A défaut, l'exploitant devra procéder à la cessation d'activité selon les modalités prévues par l'article R512-39 du code de l'environnement.

L'inspection demande que l'exploitant transmette la date de l'arrêt de production du site.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet